

### 6.3.4.1. Les espaces boisés classés (EBC)

La délimitation des espaces boisés classés s'appuie sur les dispositions de l'article L.130-1 du code de l'urbanisme. Cet article précise que « les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements. Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement ». Sauf dans les cas prévus à l'article L.130-1 du code de l'urbanisme, « dans tout espace boisé classé, les coupes et abatages d'arbres sont soumis à la déclaration préalable ».

Plusieurs types de boisements ont ainsi pu être identifiés sur la base de ces dispositions :

- les boisements et ensembles arborés ou arbustifs des coteaux. Ces éléments jouent cependant un rôle très important dans le fonctionnement de la trame verte et bleue, dans la mesure où ils peuvent jouer le rôle de corridors écologiques entre les réservoirs de biodiversité que peuvent constituer les principaux espaces naturels du territoire ;
- les bosquets et alignements dispersés au sein des espaces naturels et agricoles. Ces espaces boisés constituent des éléments contribuant à l'animation des paysages agricoles, ce qui leur confère une valeur certaine. Ils peuvent également entretenir un lien avec les vallées du Boudouyssou ou de la Tancanne par conséquent jouer un rôle de relais dans le fonctionnement de la trame verte locale justifiant leur classement

A noter qu'au PLU près de 704 ha de boisements étaient classés en EBC. Dans le cadre du projet de révision, la majorité des EBC identifiés lors de la précédente procédure a été conservée. Toutefois, certaines des emprises dessinées jusqu'alors ont fait l'objet d'ajustements dans un souci de cohérence avec la réalité et la qualité des espaces boisés. Près de 81 ha de superficies initialement protégées non boisées ou de faible intérêt se sont vu retirer cette protection.

### 6.3.4.2. Les éléments du paysage et du patrimoine à protéger

L'identification des éléments du paysage et du patrimoine à protéger repose sur l'habilitation conférée au 2 du III de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme. Seule une parcelle au niveau du hameau de Saint-Léger a fait l'objet de cette désignation. Celle-ci s'est opérée principalement sur la base de considérations de deux ordres :

- Une **motivation d'ordre culturelle et architecturale** : La volonté de la municipalité fut de préserver les vues sur l'église de Saint-Léger identifiée comme faisant parti du patrimoine historique départemental.
- Une **motivation d'ordre historique** : L'église témoigne de l'histoire et de l'organisation du quartier et est identifiée comme étant un site de vestiges archéologiques.

Le règlement écrit permet d'assurer leur protection, en interdisant tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre leur conservation. A noter également que les travaux de coupe ou d'abatage des éléments végétaux identifiés seront soumis à déclaration préalable.

Près de 623 ha classés en EBC

